

Colloque
Démocratie sanitaire,
citoyenneté des usagers du secteur social et médico-social



3-4 février 2016

ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Bibliographie réalisée par le Centre de Ressources en Sciences
Médico-Sociales Île-de- France

CRSMS-IDF, 280 avenue Jean Jaurès – Chatenay-Malabry (92)

Tel : 01 46.30.34.32

Courriel : rnrsms@ac-versailles.fr

Site internet : <http://crsms-idf.ac-creteil.fr/>

UN COLLOQUE EN 3 TEMPS : UNE BIBLIOGRAPHIE EN 3 PARTIES

Premier temps : Démocratie sanitaire , participation des usagers et des citoyens : quelle évolution ?

Deuxième temps : Etat des lieux de la participation des usagers et des citoyens.

Troisième temps : Enjeux et perspectives : quels défis pour la démocratie sanitaire et la participation des citoyens.



Cette bibliographie ne se veut pas exhaustive.

Nous vous invitons également à consulter la rubrique « [Intervenants](#) » sur le site du Centre de Ressources SMS IDF.

PREMIER TEMPS

DEMOCRATIE SANITAIRE, PARTICIPATION DES USAGERS : QUELLE EVOLUTION ?



1. Ouvrages et rapports

📖 Bacache Mireille, Laude Anne, Tabuteau Didier, *La loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades, 10 ans après*

Editeur Bruylant, Collection du centre de droit médical et biomédical, Avril 2013, 334 pages

La loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades a constitué une étape marquante de l'évolution du système de santé comme du droit de la santé en France. Dix ans après l'adoption de ce texte, un colloque a été organisé à l'Université Paris Descartes afin d'analyser l'évolution de la notion de démocratie sanitaire retenue par le législateur et les conditions de mise en œuvre du droit de la réparation des risques sanitaires résultant de cette législation. [...]

📖 Carrel Marion, *Faire participer les habitants - Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*


ENS éditions, 2013, 276 pages

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent ? Deux analyses s'affrontent, en théorie comme en pratique, sur la participation des habitants aux politiques de la ville. La première pointe les dérives de « l'injonction participative », cette demande unilatérale et méprisante faite aux pauvres de se comporter en citoyens, sans leur donner la possibilité de débattre sur le fonctionnement des institutions. La seconde voit au contraire dans la participation un levier pour leur émancipation sociale et politique, et l'amélioration de l'action publique. Le croisement de plusieurs perspectives d'analyse et terrains d'enquête permet de dépasser cette vision binaire et de rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux, économiques et urbains sont débattus dans l'espace public. [...]

 **Carrel Marion, Neveu Catherine, *Citoyennetés ordinaires - Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes***

Editions Karthala, Recherches internationales, 2014, 388 pages

Crise de la citoyenneté, ou cécité des observateurs ? Nous ne voyons plus toujours la citoyenneté telle qu'elle se pratique aujourd'hui, quitte à pleurer sur sa disparition. Ne s'agit-il pas plutôt de son renouvellement et de la pluralité de ses formes, que n'aide pas à saisir la sempiternelle référence à Jürgen Habermas ?

 **Conférence nationale de Santé, Rapport 2013 sur les droits des usagers, Renforcer l'information des usagers et l'observation du système de santé, 26 novembre 2013**

Disponible sur :

http://www.cns.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapp_droits_usagers_cns_2013_jol_250214.pdf

L'information des usagers et l'observation du système de santé constituent, pour la Conférence nationale de santé (C.N.S.) et la Commission spécialisée « droits des usagers » (C.S.D.U.), depuis de nombreuses années, des préoccupations essentielles. Les précédents rapports de la C.N.S. sur les droits des usagers y faisaient déjà référence. L'information est, à l'évidence, au cœur de la reconnaissance et de l'exercice des droits de l'utilisateur du système de santé.

 **Conférence nationale de Santé, Rapport 2012 sur les droits des usagers, Réduire les inégalités d'accès à la santé...en renforçant la participation des usagers, 2 avril 2013,**

Disponible sur :

http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapp_droits_usagers_cns_2012_jol_vuav_220413.pdf

Deux objectifs majeurs sont à retenir : améliorer l'état de santé de la population, sans perpétuer ou approfondir des inégalités sociales de santé déjà bien trop présentes dans notre pays. A cet égard, la prise en compte de l'ensemble des déterminants de la santé, la réorientation du système de soins vers un système de santé et notamment la place accrue qui doit être accordée à la prévention et à la promotion de la santé, l'articulation renforcée du sanitaire et du social, sont autant d'enjeux essentiels. Dans un tel contexte, la participation et l'implication des usagers et de leurs représentants sont plus que jamais nécessaires. Elles constituent un puissant levier pour faire évoluer le système de santé. Elles représentent un impératif et une chance pour favoriser un système de santé solidaire.

 **Lhuillier Jean-Marc, *Le droit des usagers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux***

5^{ème} édition, Presses de l'EHESP, 2015, 280 pages

Le droit des usagers est au cœur des évolutions actuelles du travail social. Pas une loi depuis celle du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale qui n'y consacre une partie. Le droit des usagers est avant tout le triomphe du droit. Si l'amélioration des politiques sociales et de la vie dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux dépend de la place nouvelle accordée aux usagers, ces droits correspondent à autant d'obligations pour les responsables qui doivent les connaître parfaitement et surtout les faire vivre.

Cet ouvrage a pour objectif d'aider les responsables d'établissement, les usagers et tous les acteurs sociaux à comprendre les enjeux de ces évolutions et à mettre en œuvre les nouvelles normes juridiques. [...]


 **Mouette Claire et Calvez Catherine, *La participation de l'utilisateur de santé***

Dossier documentaire, EHESP, 9 juin 2015, 64 pages

Disponible sur :


http://documentation.ehesp.fr/wp-content/uploads/2015/06/DO_ParticipationUsagerSanté_juin2015.pdf

La participation des personnes et de leurs familles retient tout l'intérêt et l'attention des décideurs et des opérateurs du domaine de la santé publique. Depuis le début des années 2000, le secteur sanitaire comme le secteur médico-social est marqué par la recherche d'un nouveau modèle de gouvernance permettant de faire participer, d'associer, d'impliquer les personnes à la conception des politiques et à leur mise en œuvre. Il ne s'agit plus d'agir et de communiquer au nom des usagers, mais de réfléchir à de nouvelles modalités de co-construction qui prennent en considération la parole des personnes accompagnées, leurs expériences et expertises.

 **Tabuteau Didier, *Démocratie sanitaire : les nouveaux défis de la politique de santé***

Editions Odile Jacob, 2013, 290 pages

Progrès médicaux, crises sanitaires, déserts médicaux, inégalités de santé, réglementations de santé publique, financement de l'assurance-maladie, défis de la bioéthique : les questions de santé constituent des enjeux politiques majeurs. À partir d'une analyse de l'histoire du système et de la politique de santé, Didier Tabuteau examine ces grandes questions.[...]

 **Testart Jacques, *L'humanité au pouvoir ; comment les citoyens peuvent décider du bien commun***

Seuil, 15 janvier 2015, 160 pages

[...] « Humanité ». C'est ainsi que l'auteur baptise l'étonnante capacité des simples citoyens à comprendre les enjeux, à réfléchir, à délibérer et à prendre des décisions au nom de l'intérêt commun de l'humanité. Cet état transitoire se manifeste chez les personnes invitées à constituer des jurys citoyens pour proposer une solution à un problème d'intérêt général. L'humanité est une propriété générale des êtres humains largement confirmée par l'expérience répétée des conférences de citoyens réunies à l'occasion de controverses sociotechniques. Jacques Testart propose d'exploiter cette capacité pour en faire un outil privilégié d'orientation et de gestion des sociétés humaines. [...]

2. Articles

📖 **Bresson Maryse, *Les nouveaux cadres normatifs des politiques sociales : RT6. La participation : un concept constamment réinventé***

Socio-Logos, 2014, N°9.

Disponible sur : <http://socio-logos.revues.org/2817>

Le concept de participation, quoique déjà ancien, continue d'inspirer de nombreux textes de lois ainsi qu'une abondante littérature scientifique, particulièrement, dans le domaine des politiques sociales et urbaines. L'hypothèse présentée ici est qu'au-delà des différences d'interprétations, son usage récurrent s'explique parce qu'il désigne une ou plutôt, des manières possibles de mettre en œuvre l'idéal démocratique et le principe d'égalité des citoyens, en insistant sur l'impératif que les « gens d'en bas » puissent peser sur les décisions qui les concernent. [...]

📖 **Bureau-Point Eve et Hermann-Mesfen Judith, *Les patients contemporains face à la démocratie sanitaire***

Introduction au dossier *Patients contemporains 2*, Anthropologie & Santé, mai 2015, N° 10

Disponible sur : <https://anthropologiesante.revues.org/1342>

[...]Affirmer que le patient est au centre du système de santé demeure une hyperbole. Les dispositifs visant à instaurer une relation plus égalitaire et respectueuse entre patients et soignants, experts et profanes, usagers et institutions, citoyens et chercheurs, font l'objet de déséquilibres manifestes persistant dans de nombreuses situations et contextes [...]

📖 **Castel Robert, « Démocratie sociale », in Casillo I. avec Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J-M., Lefebvre R., Neveu C. et Salles D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation***

Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013

Disponible sur : <http://www.participation-et-democratie.fr/it/dico/democratie-sociale>

S'agissant de la participation des citoyens à la vie publique, on peut distinguer les conditions d'exercice de la citoyenneté politique de celles de l'exercice d'une citoyenneté sociale. Une démocratie politique est le régime qui repose sur la souveraineté de l'individu-citoyen choisissant librement ses représentants. Une démocratie sociale impliquerait la reconnaissance des intérêts et des droits de ces citoyens et de leurs possibilités d'intervenir dans la vie publique à partir de la place qu'ils occupent dans la société et de l'activité sociale qu'ils y déploient [...]

📖 **Lebray Nathalie, *L'usager, citoyen au centre de l'action sociale***

La Gazette Santé-Social, n°73, avril 2011, pages 42-44

[...]Avec la mutation du service public et le passage d'une activité assurée directement ou indirectement par une personne publique pour satisfaire un intérêt public à une gestion protéiforme confiée à des établissements publics administratifs, industriels et commerciaux, ainsi qu'à des personnes publiques ou privées [...], l'usager évolue vers le client ou le consommateur. Qu'en est-il en matière sociale ? [...]

☰ Tabuteau Didier, Vers une nouvelle loi pour les droits des patients

Carnet de santé, 2012.

Disponible sur : <http://www.carnetsdesante.fr/Tabuteau-Didier-3>

La loi du 4 mars 2002 a incontestablement marqué un net progrès des droits des patients. Mais il reste de nombreux progrès à faire, notamment dans ce que Didier Tabuteau appelle les droits sociaux (l'accès aux soins) et les droits collectifs (la démocratie sanitaire). Pour que les associations de patients puissent exercer pleinement ces derniers, elles ne doivent pas dépendre pour leur financement d'intérêts privés. C'est une des conditions d'un système de santé moderne [...]

☰ Tabuteau Didier, Démocratie et santé

Les Tribunes de la santé, Sève, 2014 n° HS3 Editions de santé et Presses de Sciences Po, pages 3-5

Disponible sur : https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SEVE_HS03_0003

Démocratie et santé. Deux mots de plus en plus fréquemment rapprochés, comme l'illustre avec une particulière pertinence le colloque scientifique international organisé le 3 octobre 2013 par Pierre-Henri Bréchat et Philippe Batifoulier, dont les actes font l'objet de ce numéro hors série des Tribunes de la santé. Ce rapprochement, aussi vertigineux que fructueux, signe l'émergence d'une nouvelle problématique politique de la santé. [...]

☰ Tellier Thibault, Bacqué Marie-Hélène, Carrel Marion et al., L'action publique au défi de l'empowerment : Progrès démocratique ou alibi politique ?

Recherche sociale, janvier-mars 2015, n° 209, pages 4-75

Ce numéro revient sur la complexité que recèle la notion de "pouvoir d'agir" et d'empowerment, et sur leur application en France. Dans un contexte de réforme de la politique de la ville, il est apparu en effet opportun à FORS Recherche sociale de se pencher sur cette notion qui intéresse la conduite des politiques publiques, mais également pour pouvoir exposer les points de vue de différents chercheurs. [...]

Extrait du résumé de présentation de l'IREV, Centre de Ressources politique de la Ville en Nord-Pas-de-Calais

☰ 10 questions sur le projet de loi santé : quelle place pour les usagers ?

La Gazette santé Social, 21.01.2015

Disponible sur : <http://www.gazette-sante-social.fr/16760/10-questions-sur-le-projet-de-loi-de-sante-quelle-place-pour-lusager>

[...] Dans le prolongement de la Stratégie nationale de santé (SNS) lancée en 2013, le projet de loi relatif à la santé veut revoir certains droits individuels pour organiser une meilleure continuité de la prise en charge de l'utilisateur du système de santé, dans un parcours allant de la prévention aux soins et à l'accompagnement. Le texte tente ainsi la responsabilisation du patient, en pariant sur « la vitalité de notre démocratie sanitaire ». La loi devrait associer davantage les patients, leurs proches et leurs représentants, à l'élaboration de la politique de santé, et renforcer la représentation des usagers dans les agences nationales de santé et les instances de décision des établissements privés. Enfin, l'action de groupe en santé devrait permettre aux victimes d'accidents médicaux de déposer des recours collectifs pour demander réparation devant la justice.

3. Podcast

🔗 Carrel Marion, *La participation politique : injonction ou levier ?*

La suite dans les idées, France Culture, 7 décembre 2013, 28 min

Disponible sur :

<http://www.franceculture.fr/emission-la-suite-dans-les-idees-la-participation-politique-injonction-ou-levier-2013-12-07>

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent ?

[...] Cet ouvrage montre que l'apathie des habitants des quartiers d'habitat social n'est qu'apparente ou plutôt qu'elle se développe dans des contextes d'interaction particuliers. Sous certaines conditions, au contraire, de nouvelles formes de contre-pouvoir, engendrées par l'activité délibérative des « artisans de la participation », émergent dans les milieux populaires. Une enquête réalisée dans le Quartier Teisseire de Grenoble.

4. Vidéos

👁️ Befve Clément et Varinot Guillaume, *Qu'est-ce que la démocratie sanitaire ?*

Dijon santé, 23 janvier 2014, 4min33.

Disponible sur :

<http://www.dijon-sante.fr/2014/01/23/la-democratie-sanitaire-ca-vous-parle-11094/>

Pour cette nouvelle année, nous avons demandé aux dijonnaises et dijonnais ce qu'était la démocratie sanitaire; les réponses sont variées, incomplètes, mais rassurez-vous, la réalité n'est pas loin ...

👁️ Collectif interassociatif sur la santé (CISS), *Abécédaire de la démocratie sanitaire*

Juin 2015, 1h04.

Disponible sur : <http://www.leciss.org/abecedaire-democratie-sanitaire>

Le Collectif interassociatif sur la santé (CISS) a fait réaliser un film pédagogique (par le réalisateur Juan Gélas) pour sensibiliser le public sur ce que recouvre la "démocratie sanitaire", afin d'en expliquer les principaux droits qui la fondent, et inciter l'ensemble des usagers à en prendre pleinement conscience pour mieux les exercer.

DEUXIEME TEMPS

ETAT DES LIEUX DE LA PARTICIPATION DES USAGERS ET DES CITOYENS



1. Ouvrages et rapports


 **Actes d'un colloque, *Participation des usagers dans les établissements de santé, quelle évolution depuis 10 ans ?***

Mars 2012, Paris.

Disponible sur :

[http://www.cite-sciences.fr/fileadmin/fileadmin_CSI/fichiers/au-programme/lieux-ressources/cite-de-la-sante/documents/Archives/Cycles_thematiques/ACTES COLLOQUE USAGERS 9 MARS 2012.pdf](http://www.cite-sciences.fr/fileadmin/fileadmin_CSI/fichiers/au-programme/lieux-ressources/cite-de-la-sante/documents/Archives/Cycles_thematiques/ACTES_COLLOQUE_USAGERS_9_MARS_2012.pdf)

[...]Après s'être interrogés sur la mise en œuvre de la démocratie sanitaire au niveau citoyen, au niveau collectif et associatif, nous explorerons l'éducation thérapeutique, afin de comprendre si ce modèle permet d'avancer dans l'exercice démocratique au niveau individuel entre les personnes malades, leur entourage et les professionnels. [...]

 **Actes des journées, *Jeunesse, quartiers populaires et pratiques participatives, Les morceaux choisis de Réso Villes***

Rencontre du 6 février 2015 à Angers, 8 pages.

Disponible sur :

<http://www.resovilles.com/pages/nos-publications/les-actes-des-journees.php>

Ils ne savent pas ce qu'on pense..., deuxième opus du rapport national Paroles d'habitants des quartiers en politique de la ville, est le fruit d'une démarche menée par la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France et Question de Ville (association des directeurs des centres de ressources Politique de la ville), dont l'objectif est d'associer les habitants au débat sur l'avenir des quartiers.[...]

📖 ANESM, Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, *La participation des usagers au fonctionnement des établissements et services sociaux et médico-sociaux, recueil des pratiques et témoignages des acteurs,*

Rapport 2014, 108 pages.

Disponible sur :

http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_d_enquete_Participation_des_usagers_Septembre2014_.pdf

[...]Inscrite dans le Code de l'Action Sociale et des Familles, élément central de la loi du 2 janvier 2002, la participation des usagers prend deux formes :

- 1. La participation de l'utilisateur à sa propre prise en charge : Celle-ci se traduit par un accompagnement individualisé et la mise en place de documents d'accompagnement spécifiques, comme les projets personnalisés.*
- 2. La participation à la vie et au fonctionnement de l'établissement. Ce second axe de la participation des usagers est l'objet de ce travail. [...]*

📖 Castaing Cécile (sous la direction de), *La démocratie sanitaire, mythe ou réalité ?*

Actes de la journée d'étude du 16 avril 2013 à Pessac, en Gironde, du Centre d'étude et de recherche sur le droit administratif et la réforme de l'état, Editions les études hospitalières, Collection Actes et séminaires, 2014, 112 pages

[...]Bien plus qu'un bilan, l'objet de la journée d'études sur «La démocratie sanitaire : mythe ou réalité ?» est de réfléchir sur la pertinence de la déclinaison dans la loi de la démocratie sanitaire. Dans quelle mesure l'existence d'un corpus juridique destiné à agir sur les comportements des acteurs de santé et leur imposer le respect de principes peut-il compenser le déficit de la culture démocratique ? Cette journée d'étude nous amènera à réfléchir également sur la qualité de la norme elle-même. Comment parler de démocratie quand la norme est complexe, illisible, inaccessible ? [...]

📖 CISS, Collectif Interassociatif Sur la Santé, *10 ans après les lois des 2 janvier et 4 mars 2002, où en est la représentation des usagers au sein des établissements de santé et médico-sociaux, à travers les exemples des CRUQPC et CVS ?*

Actes de la journée du 7 mars 2012.

Disponible sur :

http://www.leciss.org/sites/default/files/Actes_Journee_CISS_7%20mars%202012-web.pdf

[...]Les parallèles entre les deux textes sont nombreux. On en trouve un exemple avec la création des commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge (CRUQPC), du côté de la loi du 4 mars 2002, et la création des commissions de la vie sociale (CVS), du côté de la loi du 2 janvier 2002 qui ont des objectifs communs, même si leur composition, leur fonctionnement et certaines de leurs missions peuvent différer, nous le verrons.[...]

📖 Cottard Laura et Beltzer Nathalie, *Les représentants des usagers dans les CRUQPC : pratiques et représentations de leurs missions*

Rapport, Observatoire régional de santé Île-de-France, décembre 2012, 20 pages

Disponible sur : <http://www.ors-idf.org/index.php/fr/publications/politiques-publiques-et-sante>

[...] Après un bref rappel de l'émergence de la notion de représentants des usagers dans le paysage sanitaire en France, cette synthèse propose une typologie des différentes CRUQPC étudiées pour aborder ensuite le rôle des RU au sein de ces instances. Qui sont-ils, comment se perçoivent-ils ? Ont-ils les moyens d'exercer leur rôle de représentation des usagers et de participer activement aux processus de démocratisation sanitaire ? Comment cette nouvelle fonction s'intègre-t-elle dans les structures sanitaires ? [...]

📖 Direction générale de la cohésion sociale, *Évaluation de la démarche de participation des personnes accueillies ou accompagnées au sein du CCPA et des CCRPA*

Rapport, mars 2015, 66 pages

Disponible sur : <https://www.cnle.gouv.fr/Etude-sur-la-demarche-de.html>

Le Conseil Consultatif des Personnes Accueillies et accompagnées a été créé en 2010. Dès 2011, des déclinaisons régionales (CCRPA) ont été déployées sur 10 territoires. En 2014, 21 régions ont leur CCRPA.

Ces Conseils ont été conçus dans le but de promouvoir la participation des personnes accueillies et accompagnées à l'élaboration et au suivi des politiques publiques les concernant. Ils sont animés, selon les territoires, par la Fondation Armée du Salut, la FNARS ou l'UNIOPSS. [...]

📖 IREV (Institut Régional de la Ville) Nord-Pas-de-Calais, *Participation des habitants : de la participation à la co-construction*

Collection repères pour agir, N°4, avril 2015, 87pages

Cet ouvrage propose de retracer le cheminement de la participation des habitants, de l'étape de leur expression à celle de la co-construction mais aussi d'interroger les positionnements des organisations et institutions, de leurs élus et dirigeants, de leurs professionnels. Le processus est ainsi analysé afin de décrypter les points de blocage, d'évoquer les modes d'action, les conditions de réussite et les postures à adopter pour dépasser les freins identifiés et réussir la mobilisation des habitants des quartiers.


📖 Janvier Roland, Matho Yves, *Comprendre la participation des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales*

Editions Dunod, 4^{ème} édition, 2011, 288 pages

En presque dix ans – depuis la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale – le droit à la participation des usagers, c'est-à-dire l'affirmation de droits formels fixés par le Code de l'action sociale et des familles, a constitué une dynamique d'engagements réciproques entre professionnels et personnes accompagnées.

La question de la participation des usagers est une question éminemment politique qui interroge les fondamentaux de l'action sociale.

Cet ouvrage, 4^e édition entièrement revue et mise à jour, propose un état des lieux complet à partir d'une certaine lecture des fondements historiques et des dernières décennies pour comprendre les enjeux d'aujourd'hui.[...]

 **Pelassy-Tarbouriech, La démocratie sanitaire à l'hôpital : entre utopie et réalité ? - Points de vue et rôles des acteurs du système de santé**

Editions Lamarre, Collection Fonction cadre de santé, février 2013, 200 pages


[...]Cet ouvrage, destiné d'abord aux cadres de santé exerçant en structures intra et extrahospitalières, s'adresse in fine à un public beaucoup plus large : celui des représentants des usagers de l'hôpital et/ou d'associations de malades et de familles et à ceux qui contribuent ou sont confrontés, au cours de leur exercice professionnel, à la connaissance et au respect des droits des malades, qu'ils soient individuels ou collectifs. [...]

2. Articles

 **Brachot Anaïs, Favoriser la démocratie participative**


Lien social n° 1138, 3 au 16 avril 2014, pages 23-24

Conseils de ville et de voisinage, réunions avec la population visant à la construction de projets...Et si la démocratie participative redonnait sa place au citoyen? Patrick Norynberg, acteur impliqué, revient sur ses expériences et propose quatre-vingts pistes d'actions pour favoriser la participation des habitants.

 **Brechat Pierre-Henri, Magnin-Feysot Christian, Jeunet Odile, Attard Aurélie, Duhamel Gilles, Tabuteau Didier, Priorités de santé, région, territoires de santé et citoyens : l'exemple franc-comtois**

S.F.S.P. Société Française de Santé Publique « Santé Publique », 2011/3, Vol. 23, pages 169-182

Comment des associations d'usagers peuvent-elles favoriser l'intervention des citoyens dans le débat sur l'établissement des priorités de santé dans une région et ses territoires de santé? Une étude a été réalisée par des représentants d'associations, avec l'aide d'une équipe de chercheurs et d'universitaires (...).De telles enquêtes publiques peuvent constituer une procédure utile pour permettre aux agences régionales de santé comme aux conférences régionales de la santé et de l'autonomie d'identifier ou de valider des priorités régionales et territoriales complémentaires aux priorités nationales, afin notamment de réduire les inégalités de santé de la région et de ses territoires.

 **Buffet Sophie et al, Mise en place d'un comité de représentants des usagers dans une maison de santé pluridisciplinaire. Constats, limites et perspectives**

Revue Santé publique, avril 2014, pages 433-441

Pour faire vivre la démocratie sanitaire à l'échelle des soins de premier recours, la maison de santé pluridisciplinaire (MSP) St Claude à Besançon a facilité la création d'un comité de représentants d'usagers. Cette démarche s'est faite avec l'aide d'une association d'usagers franc-comtois. L'objectif de cette étude était d'analyser le ressenti et les attentes de ces quinze patients-citoyens.

Charleux François, Droit d'expression et participation des usagers

TSA n°56, octobre 2014, pages 46-47

Le rapport définitif de l'évaluation externe de notre foyer d'accueil médicalisé (FAM) a fait ressortir une faiblesse dans les dispositifs que nous avons mis en place pour assurer le droit à l'expression et la participation individuelle et collective des usagers. Les textes mettant en œuvre ce droit sont nombreux et épars, nous souhaitons savoir quels sont les éléments incontournables qu'un établissement comme le nôtre doit maîtriser pour répondre à la fois à ses obligations et à son objectif de bienveillance.

Chesné Garance, Citoyens à part entière

Journal de l'action sociale, avril 2014, pages 34-35

Depuis plusieurs années, l'accès à une citoyenneté pleine et entière pour les personnes âgées et handicapées est au cœur des politiques publiques. Si de réelles avancées ont été faites, cette participation se limite encore trop souvent à une simple consultation, loin des enjeux de société et du débat citoyen. A l'occasion de la publication du rapport d'activité de la CNSA, son conseil a choisi d'impulser une nouvelle dynamique à ces démarches.

Gaudin Jean-Pierre, La démocratie participative

Informations sociales N°158, "Les services publics face à leurs usagers", mars-avril 2010
pages 42-48

La participation citoyenne a le vent en poupe à travers divers débats publics, consultations, concertations, exercices de démocratie directe et de proximité... Mais pour être véritablement démocratique, ladite participation a besoin de règles du jeu, de scènes structurées de délibération, de règles de débat et d'évaluation ainsi que d'un accès égalitaire aux informations. Cette formalisation semble être en cours.

Janbon Antoine, La démocratie en santé, cela se prépare...

Union sociale, n°287, mai 2015, pages 24-25

Partout sur le territoire, le CISS organise des formations pour permettre aux usages en santé d'assumer dans les meilleures conditions leur fonction de représentation. Exemple à Nîmes avec le CISS Languedoc-Roussillon.

Jung Céline, Tous s'entendre, tout entendre

Journal de L'Action Sociale, Avril 2014, pages 32-33

Depuis deux ans, le conseil général du Finistère met en action la démocratie participative dans la protection de l'enfance. Avec les ateliers Hauts-Parleurs, usagers, élus et professionnels s'entendent pour faire avancer les pratiques. Coup de projecteur sur une expérience qui commence à faire école.

3. Podcast

🔗 Hanoyer François, *Ecouter les habitants pour nourrir l'action publique locale : le Conseil citoyens et autres démarches de coopération*

Introduction de l'atelier du 3 juillet 2014 du Pôle de ressources à Deuil-La-Barre, 8min05

Disponible sur :

<http://www.poleressources95.org/autres/actualites/detail.php?ref=27&titre=-outer-les-habitants-pour-nourrir-l-action-publique-locale---le-conseil-citoyens-et-autres-demarches-de-cooperation->


Voici en écoute, l'introduction de François Hanoyer, consultant DAC, spécialisé dans les questions de démocratie et de participation, animateur de cet atelier. Estimant, en préambule, "qu'on ne peut pas, qu'on ne peut plus faire l'économie de toutes les ressources d'un territoire", il est revenu sur l'histoire de la participation citoyenne, a notamment souligné l'enjeu à se saisir de ce qui demeure souvent perçu comme une injonction pour la transformer en une véritable opportunité pour repenser les politiques publiques, prenant appui sur les ressources locales.

TROISIEME TEMPS

ENJEUX ET PERSPECTIVES : QUELS DEFIS POUR LA DEMOCRATIE SANITAIRE ET LA PARTICIPATION DES CITOYENS ?



1. Livres et rapports

 **Blondiaux Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie : Actualité de la démocratie participative***

Coéditions Seuil-La République des idées, 2008, 112 pages

Une nouvelle demande de participation se fait jour dans les démocraties. Sous des formes variées (blogs, forums, journalisme participatif, conférences de consensus, concertations...), elle exprime une insatisfaction à l'égard de la démocratie représentative comme de ses médiations traditionnelles. Comment donner corps à ce "nouvel esprit de la démocratie" sans succomber aux faux-semblants d'une rhétorique de la proximité? Comment faire vivre cet impératif de participation des citoyens sans sortir du cadre de la démocratie représentative? Comment penser les dispositifs susceptibles de réaliser ce nouvel idéal? C'est à ces questions cruciales que répond le livre de Loïc Blondiaux.


 **Bacqué Marie-Hélène, Flamand Amélie, Paquet-Deyris Anne-Marie, Talpin Julien, *The Wire. L'Amérique sur écoute***

Editions La découverte, Collection Sciences Humaines, 2014, 248 pages

Créée par un ancien journaliste du Baltimore Sun, David Simon, et un ancien policier, Ed Burns, et scénarisée par des grands noms du roman noir américain, la série américaine The Wire est devenue culte. S'appuyant sur des investigations de terrain de plusieurs années, elle décrit finement la réalité sociale, économique et politique des habitants du « ghetto » de Baltimore. Consacrée « meilleure

CRSMS IDF- Colloque «**Démocratie sanitaire, citoyenneté des usagers du secteur social et médico-social**»

ethnographie jamais réalisée de l'Amérique urbaine contemporaine » par le sociologue William Julius Wilson, saluée par Time Magazine ou le New York Post comme étant la meilleure série de l'histoire de la télévision américaine, elle est un outil efficace de discussion et de débats autour des problématiques qui parcourent les quartiers populaires. Elle sert aujourd'hui de support à de nombreux cours sur la ville ou sur les inégalités sociales aux États-Unis. Pourquoi un tel succès ? Que peuvent nous apprendre les médias de masse sur la société et, ce faisant, comment interpellent-ils les sciences sociales ? Que donne à voir la série des quartiers populaires américains, au service de quel message social et politique ? Quelle en est la réception française et un The Wire hexagonal serait-il possible ? Telles sont les questions discutées par cet ouvrage pluridisciplinaire, au croisement des études cinématographiques et sérielles, de la sociologie, de l'urbanisme et de la science politique.

 **Brun Nicolas, Hirsch Emmanuel, Kivits Joëlle avec le concours de Emery Grégory, Garcia-Viana Audrey et Lopez Antonia, Rapport de la mission « Nouvelles attentes du citoyen, acteur de santé »**

Janvier 2011, 46 pages.

Disponible sur :

<http://www.esante.gouv.fr/travaux-d-experts/rapport-de-la-mission-nouvelles-attentes-du-citoyen-acteur-de-sante>

Le présent rapport fait partie des trois missions confiées dans le cadre du dispositif « 2011, année des patients et de leurs droits », dont le thème principal porte sur le droit des patients et de leurs proches dans les établissements de santé. [...]

 **Compagnon Claire, en collaboration avec Ghadi Véronique, Pour l'An II de la Démocratie**

Rapport, février 2014, 258 pages

Disponible sur : http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_democratie_sanitaire.pdf

[...] Cette ambition de démocratie sanitaire reste encore à approfondir : l'horizon dans lequel nous souhaitons inscrire ce rapport est celui d'une participation qui aille au-delà de l'information des usagers ou de la simple concertation, visant une politique de santé qui prenne en compte à la fois les enjeux de pouvoir, les inégalités et la conflictualité dans le débat démocratique, dans une perspective de transformation sociale. Cela nous a conduits à envisager la participation dans ses différentes dynamiques, à la fois institutionnelle, d'interpellation et d'initiative. C'est l'objet de ce rapport. [...]

 **Cossart Paula et Talpin Julien, Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare**

Editions du Croquant, 2015, 346 pages


Ce livre revient sur une lutte urbaine mythique des années 1970-1980 pour montrer que le remède face aux inégalités, à la xénophobie ou au conservatisme n'est pas moins mais davantage de démocratie. Dans un quartier pauvre de Roubaix, l'Alma-Gare, la mobilisation des habitants contre la destruction de leurs logements est un succès : ils redessinent les plans et donnent forme à un quartier

conforme à leurs aspirations. Des expérimentations d'autogestion sont alors lancées pour organiser la vie sociale différemment. Cette histoire illustre dès lors un réel pouvoir d'agir des classes populaires. Mais à mesure que la dynamique s'étirole, le quartier devient peu à peu une zone de relégation sociale. Cet ouvrage montre comment les quartiers populaires peuvent se mobiliser, mais aussi pourquoi ils sont souvent devenus des espaces ségrégués. En analysant les réussites comme les difficultés de l'Alma-Gare, les auteurs donnent des clefs pour l'avènement d'une démocratie participative exigeante qui ne soit pas un nouvel outil de domination des plus faibles. Ce livre s'adresse à tous les citoyens soucieux d'un approfondissement de la démocratie et qui cherchent des alternatives face à la marginalisation des classes populaires.

 **Donnet-Descartes Elisabeth, Dujardin, Danielle, *Evaluer avec les usagers***

Presses de l'EHESP, 2012, 144 pages

Innovante il y a vingt ans, la prise en compte des usagers dans l'évaluation a d'abord connu un développement expérimental reposant sur des théories contrastées. Elle est aujourd'hui expressément recommandée dans le cadre légal et réglementaire. Cet ouvrage tire les enseignements de programmes participatifs d'évaluation centrés sur les points de vue des usagers, impliquant des publics vulnérables des trois secteurs : sanitaire, social et médico-social. Il expose en détail une méthode qui donne à l'utilisateur une place d'expert, coopérant à l'ajustement d'une offre adaptée à ses attentes et à ses besoins. [...]

 **Greacen Tim, Jouet Emmanuelle, *Pour des usagers de la psychiatrie acteurs de leur propre vie : rétablissement, inclusion sociale, empowerment***

Editions Eres, 2012, 344 pages

Les trois notions, rétablissement, inclusion sociale et empowerment, créent un nouveau paradigme qui situe l'utilisateur de la psychiatrie comme moteur de sa propre vie, au sein d'une collectivité dans laquelle il est citoyen à part entière et où les services de santé mentale se donnent les moyens de soutenir son autonomie plutôt que de perpétuer son rôle traditionnel de « patient ». Déclinées dans cet ouvrage à travers de multiples expériences concrètes dans divers pays, elles sont au centre d'un débat né du constat de l'échec de nos sociétés occidentales contemporaines à pleinement réintégrer les personnes vivant avec un trouble psychique.

 **Jaeger Marcel, animateur du groupe de travail, *Place des usagers***

Rapport dans le cadre des États généraux du travail social, 18 février 2015, 63 pages

Disponible sur : <http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Placedesusagers.pdf>

[...]La participation de ces personnes constitue autant un enjeu pour elles-mêmes que pour les professionnels du travail social et de l'intervention sociale, car la participation et l'engagement sont des postures en miroir, l'une et l'autre s'alimentant ou se diminuant en symétrie.[...] Il s'agit donc d'affirmer la primauté de la valeur de la personne citoyenne dans le sillage des principes affirmés en particulier par les lois du 2 janvier 20021, du 11 février 20052 et celles du 5 mars 20073. Il s'agit de ne plus envisager les personnes par le prisme de leurs difficultés, mais plutôt au regard de leurs droits,

ressources et surtout de leurs capacités d'intervention, d'adaptation et d'organisation. La reconnaissance de cette place des personnes participe à leur démarche d'émancipation en les rendant actrices de leurs projets. La participation des personnes doit donc être considérée comme un élément constitutif du travail social et de la gouvernance des institutions. [...]

 **Jouffray Claire, (sous la direction de) *Développement du pouvoir d'agir, une nouvelle approche de l'intervention sociale***


Presses de l'EHESP, collections « Politiques et interventions sociales », 2014, 240 pages

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire « avec » les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA) peut les aider à redonner du sens à leur pratique. [...]

 **Saout Christian, *Santé, citoyen !***

Editions de Santé, novembre 2013, 319 pages

Christian Saout est magistrat administratif. L'ouvrage qu'il signe aujourd'hui résulte totalement de son engagement associatif et des missions publiques qui l'ont occupé dans le domaine de lutte contre le sida et la défense des droits des usagers de la santé depuis vingt ans.

 **Vasseur-Bacle Simon et Vaglio Anaïs, avec la participation de Florentina Rafael et Roelandt Jean-Luc, *Santé mentale : Recommandations en faveur de la défense des droits, de la participation et de l'information des personnes usagères des services de santé mentale et des aidants***

Rapport relatif aux 4èmes Rencontres Internationales du CCOMS, Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la recherche et la formation en santé mentale, Lille, 30 et 31 Janvier 2014, 32 pages

Disponible sur : <http://www.ccomssantementalelillefrance.org/?q=editions-du-ccoms>

Ce rapport présente tout d'abord la genèse du projet conjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de la Commission Européenne (CE) sur l'empowerment des usagers et aidants en santé mentale. Les développements récents dans le cadre du congrès de Lille sont ensuite évoqués avec le questionnaire-test sur les indicateurs en faveur de l'empowerment des usagers et aidants en santé mentale d'une part et les recommandations d'autre part. Dans ce rapport, le terme aidants s'entend au sens global (aidants familiaux et aidants informels, amis, etc.). Cependant, certains résultats ou formulations concernent particulièrement les familles. Dans ce cas, cela est précisé dans le texte. Enfin, les conclusions du congrès et les perspectives envisagées sont discutées.

2. Articles

Ballazard Hélène, *Un empowerment à construire*

Territoires, incubateurs de santé? *Les Cahiers* de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France, n° 170-171, septembre 2014, pages 178-179

Disponible sur : <http://www.ors-idf.org/dmddocuments/2015/cahier/N68.pdf>

Dans le contexte de la promotion de la santé, comme dans celui de l'aménagement du territoire, les concepts d'« empowerment » ou de « pouvoir d'agir » séduisent les partisans d'une action moins déconnectée du vécu et des attentes des patients/usagers/citoyens. Retour sur la définition de ces concepts et sur leur difficile appropriation par les praticiens français.

Ballazard Hélène, Genestier Philippe, *La notion d'empowerment : un analyseur des tensions idéologiques britanniques et des tâtonnements philosophiques français*

Juillet 2012, 20 pages

Disponible sur : http://polcomp.free.fr/textes/seance3_2_balazard_genestier.pdf

Dans le contexte de crise de la représentativité et de redéfinition de l'action publique, l'une des nouvelles « recettes » expérimentées est l'« empowerment » (Jouve, 2006). Elle est portée par des mouvements sociaux ayant une vision alternative de la politique, du système économique et des rapports de solidarité mais également par les agences de développement internationales, les gouvernements locaux et nationaux. La notion d'empowerment est intraduisible en français, comme le remarquent nombre d'auteurs (Bacqué, 2005 ; Mével et Donzelot, 2003). Et pourtant, cette notion connaît en France un certain engouement dans la mesure où elle paraît susceptible d'apporter quelques solutions à la fois aux dysfonctionnements de la démocratie représentative, aux rapports tendus ou bloqués entre certaines populations et les pouvoirs publics, voire aux insuffisances actuelles de l'État-providence.

Blondiaux Loïc in M-F. Chevallier- Le Guyader (dir.), *Une introduction critique à la démocratie délibérative : de l'idéal à l'expérimentation*

La science et le débat public, Paris, Actes-Sud/IHES, Collection Questions vives, 2012, pages 101-116

Troisième volume de la collection Questions vives Actes Sud/IHES, la Science et le Débat public présente un riche ensemble de réflexions et de discussions fondées sur la deuxième université d'été de l'IHES qui s'est tenue à la Saline royale d'Arc-et-Senans en août 2010.[...] Ces échanges entre spécialistes et non-spécialistes, entre scientifiques et public averti, permettent de clarifier les termes du débat public lorsqu'il convoque les sciences.

📖 **Blondiaux Loïc et Fourniau Jean- Michel, *Un bilan des recherches sur la participation des publics : beaucoup de bruit pour rien ?***

Participations, n°1, 2011, pages 8-35

Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-8.html>

Concevoir et bâtir un numéro visant à établir « l'état » des savoirs sur la participation du public en démocratie peut sembler au premier regard une gageure ou pire, un non-sens. Une gageure dans la mesure où, dans l'hypothèse même où le volume d'un dossier de revue le permettrait, une telle revendication relève par essence de l'exagération éditoriale, de l'abus de langage. Viser un état exhaustif des savoirs dans un champ considéré n'a par ailleurs guère de sens, sauf à se résoudre à faire coïncider les dimensions de la carte avec celle du territoire, à lui choisir l'échelle 1/1 comme dans la célèbre nouvelle de Borges. C'est pourquoi nous avons opté pour l'objectif moins ambitieux d'« un état » des savoirs sur la participation du public en démocratie, d'un bilan parmi d'autres possibles, qui se sait tributaire de choix éditoriaux assumés et d'un découpage qui a cherché à respecter ce qui nous paraissait avoir été la logique propre d'organisation de ces savoirs, autour de sous-champs sectoriels, à la fois thématiques et programmatiques.

📖 **Blondiaux Loïc, *Faire participer les pauvres : pourquoi, comment ?***

Les pauvres font de la politique, Bruxelles Informations Sociales, n°164-165, décembre 2011, pages 49-52

Disponible sur : https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/cirtes/documents/GL_BIS.pdf

Poser la question de la participation politique des pauvres, en particulier sous la formulation choisie lors du colloque - «Les pauvres font de la politique» - constitue en soi une provocation. Il est douteux en effet que les gouvernements et les autorités de tous ordres souhaitent que les pauvres fassent réellement de la politique. La peur du soulèvement populaire hante nos sociétés depuis ses origines et reste présente dans nos démocraties. Lorsque les pauvres se réveilleront, c'est-à-dire lorsqu'ils feront réellement de la politique, il est probable que nos structures d'ordre et d'autorité n'en sortiront pas indemnes. Il faut dès lors s'interroger sur la sincérité de ceux qui, au sein des plus hautes sphères de l'Etat, font mine de se désespérer de l'apathie politique des classes populaires. Sont-ils tout à fait sincères ? Il est possible d'en douter...

📖 **Blondiaux Loïc, *Démocratie délibérative vs. Démocratie agonistique ? Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines***

Raisons politiques, 30, 2008, pages 131-147.

Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-2-page-131.html>

[...] En France, le vocable « démocratie délibérative » ne rencontre pour l'instant qu'un écho assez faible et les liens entre théorisation de la participation et pratiques concrètes, s'ils existent bel et bien, restent encore à analyser finement. La référence à la notion générique de « démocratie participative », qui prédomine en France, apparaît particulièrement floue et offre un abri symbolique à des conceptions et des pratiques fortement hétérogènes. [...]

☰ Briand Iris, *L'auto-représentation modifie débats et préjugés*

TSA, n°56, octobre 2014, pages 10-12

Dans plusieurs associations et établissements, les personnes handicapées intellectuelles s'expriment désormais elles-mêmes sur les décisions qui les concernent. Marquant la fin d'une discrimination, l'auto-représentation renouvelle le débat autour du handicap. Mais elle reste un challenge, car elle nécessite une formation des personnes handicapées à la prise de parole, et des professionnels au soutien plutôt qu'à l'accompagnement.

☰ Carrel Marion, *La gouvernance est-elle démocratique ? Les enjeux de la participation citoyenne*

Informations sociales N°179, sept-oct 2013 «Politiques sociales locales : enjeux et gouvernance ».

Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2013-5.htm>

Pour se repérer dans les débats et pratiques en matière de participation citoyenne, cet article propose de revenir sur les principaux arguments pour une démocratisation de la gouvernance, avant d'analyser les difficultés à mettre celle-ci en œuvre au-delà du discours d'intention. Une série d'exemples de points de d'appui ou de vigilance, tirés de travaux de chercheurs, praticiens et citoyens, est ensuite proposée, avec une attention particulière portée à la question des publics les plus éloignés de la parole et de l'action publique.

☰ CNSA, *Affirmer la citoyenneté de tous : le Conseil de la CNSA invite à construire ensemble les politiques qui nous concernent*

Communiqué de presse 15 avril 2014. Disponible sur <http://www.cnsa.fr/documentation-espace-presse/2014/communiqu-e-affirmer-la-citoyennete-de-tous-les-preconisations-du-conseil>

Le Conseil de la CNSA formule tous les ans [...] des propositions sur l'évolution des politiques publiques de l'aide à l'autonomie. Cette année, il étend le champ de sa réflexion en se prononçant en faveur de la pleine association des personnes âgées et des personnes handicapées à la construction de nos politiques : reconnaissance de leur parole, pleine participation aux consultations et aux décisions. Un sujet qu'il porte en toute légitimité puisque le Conseil de la CNSA est, lui-même, une instance où les représentants des personnes prennent part aux réflexions et aux décisions, dans un esprit de co-construction.

☰ Daniel Emmanuel, *Démocratie et citoyenneté: la France peut-elle s'inspirer du community organizing à l'américaine ?*

15/03/13

Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/68091/power-people-community-organizing>

Un mode d'action local inventé aux Etats-Unis il y a plus de 70 ans permettrait de redonner aux citoyens le goût de la politique en même temps que la capacité d'agir sur ce qui les concerne. Mais est-ce soluble dans la République?

📖 **Greacen Tim, Jouet Emmanuelle, *Le projet Emilia : l'accès à la formation tout au long de la vie et la lutte contre l'exclusion***

L'information psychiatrique 2008/10 (Volume 84), pages 923-929

Emilia [...] est un projet de recherche qui a pour objectif général de développer, mettre en place et évaluer une stratégie d'accès à la formation tout au long de la vie en vue de lutter contre l'exclusion sociale des personnes vivant avec un trouble de santé mentale. Emilia avance l'hypothèse que l'accès à la formation et à l'emploi améliorera l'insertion sociale et la qualité de vie des participants et diminuera leur utilisation des services sanitaires et sociaux.

📖 **Legros M, *Le médico-social, une nouvelle frontière pour l'évaluation participative ?***

Informations sociales N°158, mars-avril 2010 "Les services publics face à leurs usagers » pages 52-58.

Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-2.htm>

La loi du 2 janvier 2002 impose aux établissements et services du secteur social et médico-social de procéder à des évaluations régulières tout en donnant une grande importance au rôle de l'utilisateur. Cette combinaison a entraîné une mise en œuvre de formes d'évaluation faisant participer les usagers, appelées à se généraliser.

📖 **Rivière Jean-Philippe, *Etats Généraux de la Santé en Régions : comment améliorer la démocratie sanitaire ?***

4 octobre 2013

Disponible sur :

http://www.vidal.fr/actualites/13381/etats_generaux_de_la_sante_en_regions_comment_a_meliorer_la_democratie_sanitaire

Le thème retenu pour cette année était la "Démocratie sanitaire". Voici plusieurs expériences et points de vue exprimés lors de cette journée, rassemblés par thèmes et propositions d'action.

📖 **Sciences et actions sociales, *Empowerment, participation, activation... Des concepts aux pratiques d'intervention sociale***

Revue numéros 1 et 2, 2015

Disponible sur : <http://www.sas-revue.org/>

[...] Les contributions publiées dans les deux premiers numéros de SAS tentent [...] de faire l'état des lieux de différents concepts (empowerment, participation, community organizing, activation...) mais aussi de proposer des pistes d'amélioration pour démocratiser l'action sociale. Dans la pratique, le premier numéro (avril 2015) est constitué d'articles qui interrogent les concepts et les pratiques d'empowerment et de community organizing dans plusieurs champs non directement liés à celui du travail social (handicap, santé mentale, sport, développement social dans les quartiers populaires) tandis que second numéro questionne la réalité du pouvoir d'agir et la participation des acteurs du champ social, autrement dit, les travailleurs et intervenants sociaux ainsi que les personnes qu'ils accompagnent dans un contexte de rationalisation et d'activation des politiques sociales.

📄 **Vallerie Bernard, Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment) et pratiques sociales Une approche susceptible de contribuer à une dynamique de développement durable**

Mai 2014, 8 pages

Disponible sur :

<https://pouvoiragir.files.wordpress.com/2011/04/bernard-vallerie-dc3a9veloppement-pouvoir-dagir.pdf>

Nous étudions l'intérêt, dans une dynamique de développement durable, de la référence à l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (empowerment). Et ce, dans le cadre des pratiques sociales auprès de personnes en situation de difficultés familiale et sociale. Pour ce faire, d'abord, nous présentons l'origine et les caractéristiques de la notion d'empowerment. Ensuite, nous détaillons une manière de l'appréhender dans le cadre des pratiques sociales. Enfin, nous examinons l'intérêt de cette approche dans une dynamique de développement durable.

3. Podcast

🎧 **Bacqué Marie-Hélène, Blondiaux Loïc, Cohen Jean-Louis, Budget participatif, concertation : quel impact réel sur la ville ?**

Emission Modes de vie, modes d'emploi, France Culture

Disponible sur :

<http://www.franceculture.fr/emission-modes-de-vie-mode-d-emploi-budget-participatif-concertation-quel-impact-reel-sur-la-ville-2>

Une ville gouvernée de manière participative serait-elle très différente d'une ville dirigée de manière représentative ? Comment faire davantage participer les citoyens et les citoyens à ces nouveaux modes d'expression et comment les organiser ? Les réunions de concertations sont-elles efficaces et utiles, en particulier quand elles concernent des projets d'urbanisme ? Enfin, comment les architectes et les urbanistes se positionnent-ils par rapport à ces questions ? [...]

4. Vidéos

👁️ **Dreier Peter, Sintomer Yves, Chabanet Didier, Le community organizing : développer le pouvoir des citoyens ?**

Conférence conclusive, mars 2012, 1h17

Disponible sur :

<http://www.agora.msh-paris.fr/publications/colloques/le-community-organizing-developper-le-pouvoir-des-citoyens.aspx>

Cette conférence conclusive du colloque « Le community organizing : développer le pouvoir des citoyens ? » cherche à mettre en perspective l'ensemble des contributions du colloque, plutôt que d'en faire une synthèse. Ainsi, trois politologues se prêteront à cet exercice, optant pour des points de vue complémentaires permettant une réflexion supplémentaire sur les thèmes abordés lors de ce colloque.

👁 **Greacen Tim, Introduction « Démocratie en santé : quelles réalités »**

Débat public est organisé par l'ARS-Ile-de-France dans le cadre de la Stratégie nationale de santé, mercredi 12 février 2014

Disponible sur : http://www.dailymotion.com/video/x1i1ngy_debat-democratie-en-sante-introduction-tim-greacen_news

👁 **ANAP, Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux, En quoi les usagers et les citoyens peuvent-ils contribuer à la performance du système de santé ?**

5^{ème} Université d'été de la performance en santé.

Disponible sur :

<http://www.performance-en-sante.fr/levenement/tours-2015/interventions-videos/>

C'est parce que nous sommes tous concernés par la performance de notre système de santé, que cette année la question de la participation des usagers et des citoyens à son évolution est au cœur des débats. Professionnels de santé, élus, usagers, experts, représentants associatifs, citoyens sont appelés à venir échanger sur ce thème.

5. Sites Internet

👁 **Collectif Pouvoir d'agir**

<http://www.pouvoiragir.fr/>

Le collectif Pouvoir d'agir se compose de personnes, associations locales et réseaux nationaux engagés dans la lutte contre l'exclusion sociale et politique. [...]

Collectif informel, Pouvoir d'agir est un espace d'échanges, de mise en réseau et d'appui, de réflexion et d'action, ouvert à tous, pour que les citoyens aient un réel pouvoir sur leur environnement et sur leur vie. Le collectif est au service de ses membres, personnes ou réseaux, il n'a pas vocation à les représenter ou à parler en leur nom.

Notre but est :

– d'une part de contribuer à développer les mobilisations citoyennes, notamment dans les territoires les plus en difficultés

– d'autre part de convaincre et faire des propositions aux pouvoirs publics afin que le pouvoir d'agir des citoyens soit au cœur des politiques publiques.

👁 **Décider ensemble**

<http://www.deciderensemble.com/page/9519->

Créé en 2005 à la demande du ministre de l'écologie et du développement durable, Serge Lepeltier, Décider ensemble a pour vocation de réunir les acteurs de la société française afin de créer et diffuser une culture de la décision partagée.

Décider ensemble est un lieu d'échanges et de professionnalisation, à travers notamment les Rencontres de la concertation et les Jeudis du Centre de ressources, sur les thématiques de participation, concertation et du dialogue entre les parties prenantes

En tant que laboratoire d'idées, l'association réalise des études et notes de cadrage sur les sujets émergents et assure, en ce sens, une mission de propositions et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation en France.

Décider ensemble participe aux réflexions et travaux qui animent la communauté du monde de la concertation et participation en développant une mission de plaidoyer notamment sur les débats et travaux parlementaires.

Démocratie ouverte

<http://democratieouverte.org/>

Concevoir et expérimenter des dispositifs de démocratie ouverte.

Animer et mettre en réseau des dispositifs de démocratie ouverte.

Faire connaître et promouvoir le concept et les bénéfices de la démocratie ouverte.

Commission nationale du débat public

<https://www.debatpublic.fr/>

La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision : « Vous donner la parole et la faire entendre ».